

Transcription de l'interview de Michel Camdessus (Paris, 6 février 2013)

Légende: Transcription de l'interview de Michel Camdessus, directeur du Trésor en France de 1982 à 1984, gouverneur de la Banque de France de 1984 à 1987 et directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de 1987 à 2000, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 6 février 2013 à Paris. Conduit par Renaud Dehousse, professeur des universités et titulaire de la chaire Jean Monnet de droit communautaire et d'études politiques européennes à Sciences Po (Paris), directeur du Centre d'études européennes, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: son action à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne (1979-1983) et l'Initiative du Palais Royal (2010).

Source: Interview de Michel Camdessus / MICHEL CAMDESSUS, Renaud Dehousse, prise de vue: Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 06.02.2013. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:31:05, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_michel_camdessus_paris_6_fevrier_2013-fr-fbcfec01-cec1-450b-b4a3-38c2ab5299bb.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Michel Camdessus (Paris, 6 février 2013)

Table des matières

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne.....	1
II. L'initiative du Palais Royal.....	3

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa à la direction générale pour les Affaires économiques et financières à la Commission européenne

[Renaud Dehousse] Bien, Monsieur le Gouverneur, merci de nous accueillir pour évoquer la mémoire de Tommaso Padoa-Schioppa. Je voulais commencer par vous demander d'évoquer les circonstances dans lesquelles vous avez fait sa connaissance.

[Michel Camdessus] Écoutez, elles sont très précises dans mon esprit parce qu'il s'agissait d'un moment crucial pour l'histoire économique et monétaire de la France. Nous sommes en 1982, Tommaso est directeur général des Affaires économiques et financières à la Commission de Bruxelles et je suis nommé directeur du Trésor à Paris sous l'autorité de Jacques Delors. C'est à ce moment-là que nous nous sommes connus et nous avons donc préparé ensemble et suivi ensuite la mise en œuvre de ce plan français de redressement économique, la désinflation compétitive mais qui avait été conçue au moment de ce changement-clé de parités. À ce moment-là donc, Tommaso et moi avons coopéré et sommes devenus amis. Cette amitié, évidemment, a duré trente ans et jusqu'à son dernier souffle, puis-je dire, puisque la dernière grande chose à laquelle il a associé son nom et dont il a été l'initiateur, en fait, est l'initiative du Palais royal qui s'est écrite dans ces lieux même, et j'ai la tristesse de dire qu'il est mort huit jours après notre dernière réunion. Il a été tout à fait pénétré de ce que nous venions de faire ensemble.

Mais vous vouliez que je vous parle du début de nos relations. Il est à Bruxelles, il est le grand prêtre de la coordination des politiques économiques, le grand prêtre de la surveillance sur les politiques économiques de chacun des pays de l'Union – qui s'appelait encore une communauté si ma mémoire est bonne – et j'étais moi-même, je venais d'être élu président du comité monétaire du Marché commun, et donc nous étions... nous travaillions main dans la main. La chose s'est corsée, n'est pas devenue moins amicale mais est devenue plus intense lorsqu'avec les difficultés de la France, j'ai eu la double casquette d'être le président du comité monétaire et de venir pieds nus et en chemise demander l'indulgence de l'Union et son soutien pendant la période du plan de redressement que nous étions en train, Jacques Delors et le gouverneur de la Banque de France et votre serviteur, de définir. Ça aurait pu très mal marcher et ça aurait pu être très difficile. C'est tout le contraire qui s'est produit, et grâce à cette extrême intelligence et à ses qualités humaines hors du commun de Tommaso, cette affaire s'est bien passée – les difficultés étaient énormes, ici même où les visiteurs du soir, vous vous en souvenez peut-être, ne partageaient pas du tout l'analyse que Jacques Delors et moi-même essayions de promouvoir – à Bruxelles, où nos amis, disons, de l'Europe du Nord trouvaient qu'il fallait que les Français ajustent un peu plus et se financent un peu moins. C'est une histoire qui continue à développer sa dialectique, ces jours-ci encore. Voilà. Voilà les circonstances initiales.

Je vous ai dit au passage que les qualités humaines de Tommaso ont été tout à fait décisives dans cette affaire pour nous aider à réussir cette opération. J'ai été dès le premier instant de mes rencontres avec Tommaso impressionné par le fait qu'il pratiquait sans le savoir un vieil axiome de Malraux. Dieu sait

que ce sont deux personnages qui ne se ressemblent pas du tout de fait... le romantique révolutionnaire, lyrique et le très calme, très réfléchi Tommaso Padoa-Schioppa! Mais il y avait un principe en commun qui était de préférer la satisfaction, la joie fine de comprendre à la satisfaction de juger. Eh bien, il y avait chez Tommaso une intelligence au point suprême dans la mesure où elle combinait à la fois la finesse de l'analyse des situations et une sorte de cordialité dans l'intelligence. C'était ce qu'il nous fallait. Nous avons besoin à la fois d'un jugement impartial et d'une totale lucidité sur la situation de ce pays et nous avons aussi, dans un univers qui n'aimait pas le nouveau gouvernement de la France, il faut bien le dire, un brin de cordialité, de chaleur, et ceci, Tommaso a su admirablement nous le fournir. Voilà l'origine de notre amitié, voilà... et inutile de dire qu'après cela, lorsqu'il s'agit de mettre en place ce plan, nous avons ensemble, Tommaso, Jacques et moi, défini les conditions que nous souhaitions que l'Union... que le Marché commun nous impose, un appui des financements temporaires qui nous seraient accordés par Bruxelles, nous avons fait ça d'un commun accord et sans la moindre difficulté, tellement il comprenait aussi bien que nous la situation française et l'importance qu'il y avait pour l'Europe de voir la France réussir cette désinflation compétitive.

[Renaud Dehousse] Bien sûr. Mais avant cela, je voulais vous demander si, à votre avis, dans cette phase particulièrement délicate du rapport de la France avec l'Europe qui est le grand tournant de 1983, le fait que vous ayez en face de vous un représentant de la Commission européenne qui était originaire du sud de l'Europe avait facilité les choses ou avait influencé d'une façon ou d'une autre la perception qu'il pouvait avoir de la situation.

[Michel Camdessus] Non, je ne dirais pas un homme du sud de l'Europe. Évidemment, il est originaire du sud de l'Europe – moi aussi – mais ce qui était tout à fait important, c'est que nous avons là un homme qui, étant profondément d'inspiration libérale, ne croyait pas que le marché avait toujours raison et ne croyait pas que les problèmes de l'Europe étaient seulement des problèmes d'ajustement et de financement des pays en difficulté. Il avait admirablement compris ce que le professeur Triffin de Belgique avait expliqué vingt ans avant, à savoir que l'Europe souffrait déjà, malgré tous ses efforts, de coordination interne, souffrait déjà du fait que le dilemme de Triffin, à savoir que la politique... le monde monétaire ne peut pas être exclusivement dirigé en fonction de l'état monétaire des États-Unis. Ce point-là était très clair dans l'esprit de Tommaso. Il amenait à voir une vision globale déjà des problèmes et non pas quelque chose de beaucoup plus limité à l'étroit domaine du champ clos européen.

[Renaud Dehousse] D'accord. Alors, par la suite, vous allez prendre le chemin de Washington. Donc vous prendrez la direction du Fonds monétaire international...

[Michel Camdessus] ...qu'il avait emprunté avant moi, puisqu'une très bonne... une grande partie de sa propre culture monétaire et financière venait du fait... du temps qu'il avait passé à Washington ou à travailler avec Washington.

[Renaud Dehousse] D'accord. Et durant ces années où vous êtes au Fonds monétaire, est-ce que vos chemins se sont croisés à d'autres reprises?

[Michel Camdessus] Oui, de temps en temps, mais beaucoup moins directement. Je n'ai pas eu à négocier à proprement parler avec Tommaso, mais... si ce n'est que nous échangeons nos informations quand il travaillait du côté de la BRI en particulier. Ce qui, en revanche, personnellement m'a beaucoup aidé, c'est les contacts que nous avons, les échanges d'analyse auxquels nous procédions, qui pour moi étaient un dialogue extrêmement enrichissant, parce qu'il me fournissait ce que l'Europe pouvait avoir de meilleur d'intelligence des situations économiques et lorsqu'on est à Washington, on est nécessairement un petit peu exilé en quelque sorte. Et donc j'ai énormément apprécié ces possibilités de dialoguer avec lui. J'ajoute que ceci m'a amené à souhaiter mettre en place le plus rapidement possible un dispositif de coopération étroit entre l'Europe monétaire et le Fonds monétaire international et j'ai travaillé probablement sous son inspiration à ce qu'il y ait un représentant de l'Union européenne au conseil d'administration du... au Fonds monétaire international, indépendamment des représentations nationales.

[Renaud Dehousse] Ce qui reste toujours...

[Michel Camdessus] Ça reste toujours là.

[Renaud Dehousse] Oui, mais toujours aussi un petit peu délicat à bien des égards.

[Michel Camdessus] Évidemment. Évidemment, l'Europe à deux têtes ou trois..., mais quand il y a un objectif et une vision commune, ceci ne pose pas de problèmes. Et entre Tommaso et votre humble serviteur, il y avait ceci en commun, à savoir que le monde serait bancal et les politiques économiques ne parviendraient pas à assurer un optimum mondial tant que nous n'arriverions pas à mettre en place un ancrage mondial des politiques monétaires nationales. En somme, il s'agissait d'exorciser le dilemme de Triffin. Ceci a été l'obsession de Tommaso jusqu'à son dernier souffle et ceci reste le mien.

II. L'initiative du Palais Royal

[Renaud Dehousse] Ce qui nous amène très naturellement à parler de l'initiative du Palais royal dont vous avez été l'un et l'autre les artisans. Est-ce que je peux d'abord vous demander dans quelles conditions l'idée de cette initiative a germé?

[Michel Camdessus] Écoutez, l'anecdote... tout ça... est un peu longue, mais comme elle va vous amuser, je ne résiste pas à vous en raconter quelques éléments. Il se trouve que le gouvernement français m'avait demandé d'organiser un groupe de travail pour préparer l'adoption par la France de la règle d'or d'équilibre des finances publiques. J'avais répondu au Premier ministre ou au Président de la République – je ne me souviens plus – que j'étais d'accord pour le faire avec les principaux représentants du Parlement, rapporteurs généraux et présidents des commissions des finances du Sénat et de l'Assemblée nationale, et quelques économistes et quelques hauts fonctionnaires, mais je souhaitais qu'il y ait un représentant de l'Europe, et autant que possible, le plus éminent de tous. Et je n'en voyais qu'un ayant exercé les fonctions monétaires et les fonctions de ministre des Finances, avec grand succès d'ailleurs, c'était Tommaso Padoa-Schioppa. Et donc Tommaso a été désigné pour faire partie de ce groupe, et il a participé assidûment à nos travaux – travaux très difficiles d'ailleurs, parce qu'il y a trois ou quatre ans, l'idée d'avoir en France une règle d'or d'équilibre des finances publiques n'était pas du tout à la mode. Tommaso a participé assidûment à nos travaux, avec une fois de plus, son intelligence des situations, son savoir-faire, son immense culture monétaire et économique internationale, et il nous a énormément aidés mais c'était très très difficile.

Et un beau jour... une belle après-midi du mois de mai, nous sommes sortis, rompus l'un et l'autre de l'une de ces réunions, et je lui ai dit: «Tommaso, viens donc dîner!» Et nous avons été dîner ensemble dans un petit restaurant du coin ici, nous avons pris ma femme au passage pour que ce soit un peu détendu et pour parler d'autres choses que de la règle d'or, puis nous avons commencé à parler. Il m'a dit qu'il venait de faire, quelque temps avant, une grande conférence à Louvain sur le fantôme du bancor et... c'est une manière de dire qu'il faut rouvrir les grands débats de Bretton Woods... Keynes, etc. Je l'en félicitais énormément et je lui ai dit: «Écoute, c'est curieux, tu as fait ça, et il y a trois ou quatre jours, Paul Volcker est passé à Paris – l'ancien président de la *Federal Reserve* de New York –, il m'a dit: "Viens donc prendre un café". Nous avons bavardé et nous nous sommes dit à peu près la même chose que ce que tu racontes dans ta conférence, à savoir qu'il est urgent de comprendre que la crise financière que nous traversons aujourd'hui – nous étions au printemps 2010 – ne sera jamais résolue si on ne met pas le doigt sur cet autre problème qu'est l'absence d'un ancrage dans le système monétaire international.» Il me disait: «Tu avais raison, mais écoute. Volcker est d'accord, toi tu es d'accord, moi j'en parle – me disait-il – avec Lamfalussy. Mais nous sommes trois ou quatre! Pourquoi est-ce qu'on n'essaierait pas de faire un truc?» Et à ce moment-là, j'ai dit: «Eh bien écoute, oui, on va le faire». On nous a apporté les menus et, l'un et l'autre, nous avons pris le menu, nous

l'avons retourné, et nous nous sommes dit: «Allez! Il ne faut pas qu'on soit vingt, il faut qu'on soit dix-huit. Nous sommes déjà deux ou trois, toi tu en trouves huit, moi j'en trouve huit; seize, on y sera.» Avant même qu'on ne nous porte l'œuf dur mayonnaise, nous avons une liste de dix-huit membres de ce que pourrait être une grande étude sur le système monétaire international. Nous nous sommes partagé les coups de téléphone. Il en a pris huit, j'en ai pris huit. Quarante-huit heures après, tous ces personnages, qui étaient en fait les plus grands vétérans des batailles des trente dernières années sur les réformes du système monétaire international, tous avaient dit oui. Nous avons donc décidé de nous réunir tout seuls, les dix-huit, avec des experts que nous choisirions, pendant trois week-ends, toutes portes fermées, sans aucun journaliste, sans demander la permission à quoi que ce soit, avec pour seul objectif de mettre sur la table du président du G20 un projet de réforme du système monétaire international. Sans avoir peut-être l'ambition de dire ce que doit être le système monétaire international, mais en tout cas, l'ambition de poser les quelques premiers pas qui permettraient un jour d'aboutir à une telle réforme. Le «un jour» dans l'esprit de Tommaso était très très clair, à savoir il portait cette conviction que je partageais aussi et qu'Alexandre Lamfalussy, qui s'était joint à nous, portait aussi, à savoir que Triffin, c'est très très bien, le dollar est encore la monnaie de réserve que tout le monde continue de vouloir accumuler, mais en 2020, quand la Chine sera devenue ce que l'on sait, quand l'Inde sera ce que l'on sait, il serait fou de penser qu'un système monétaire international pourrait être seulement fondé sur une monnaie nationale. Et que par conséquent, qu'on le veuille ou non, il était grand temps de se mettre à réfléchir à la manière de progresser d'une manière civilisée – comme disaient autrefois les Soviétiques – jusqu'à 2020 de telle manière qu'en 2020, peut-être, on puisse mettre en place le système désirable. Ceci s'est déroulé comme nous le pensions. Nous avons... nous nous sommes donc réunis une première fois à Washington ou dans la banlieue de Washington, une seconde fois à New York, une troisième fois ici même dans les locaux où nous nous trouvons – les dix-huit, mais parmi les dix-huit, il y avait la vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine, il y avait le gouverneur de l'Arabie Saoudite, il y avait évidemment Paul Volcker, il y avait soit d'anciens ministres des Finances, soit d'anciens gouverneurs de banques centrales, vraiment les dix-huit personnes-là, à l'exception de moi-même qui ne suis pas un de ceux-là, les plus compétents et les plus crédibles en matière de finance internationale. Nous avons... nous nous sommes beaucoup chamaillés, il y a eu... nous avons retrouvé les éclats de voix de nos vieilles batailles des années 70 ou de la préparation des accords du Louvre ici, en 86-87, ça a été difficile, nous sommes néanmoins arrivés à des propositions communes et nous étions tous, le dernier soir, quelques jours, une semaine avant la mort de Tommaso, assez contents, il faut bien le dire, de ce que nous avons fait, à cause d'abord, évidemment, de la cordialité de ces travaux et de la joie que nous avons eue à travailler de nouveau ensemble, mais aussi avec la certitude que nous avons mis le doigt sur un certain nombre de choses qu'il était important de rappeler au G20.

[Renaud Dehousse] Une remarque et une question: la remarque, c'est qu'on retrouve dans cet épisode que vous venez de rapporter quelque chose qui est une constante, me semble-t-il, dans la vie de Tommaso Padoa-Schioppa, c'est-à-dire ses qualités d'entrepreneur politique qui agit – alors je dis politique, parce qu'il est très soucieux d'avoir une efficacité sur le réel mais qui n'agit pas dans le jeu politique politicien, voilà – mais plutôt en mettant sur la table des idées qui devraient idéalement inspirer l'action des gouvernements, ce qui est vraiment quelque chose qu'il a fait tout au long de sa vie aussi bien au niveau national qu'au niveau européen ou au niveau international. Et la question que je voulais vous poser, c'est: nous sommes maintenant deux ans et demi après l'initiative que vous avez prise, quel lendemain a-t-elle eu jusqu'à présent et que reste-t-il à faire en quelque sorte?

[Michel Camdessus] Je réponds bien volontiers à cette question, mais je voudrais souligner ce que vous venez de dire aussi quant à l'intelligence politique et au savoir-faire politique et non politicien de Tommaso. C'est exactement ça. C'est ce que tout à l'heure j'ai appelé l'intelligence fine des situations, n'est-ce pas? Et ceci a été extrêmement précieux tout au long de son parcours, de ses trente années-là. Sa contribution à l'amélioration des conditions économiques et monétaires de son pays et de l'Europe sont très très liées à ce trait de son caractère. Alors qu'est-ce qui reste de ce que nous avons fait? Eh bien, j'avais été mandaté par les dix-sept

camarades à aller porter ça au président du G20, à l'époque, qui était le président de la République française, ce que j'ai fait. J'ai été accueilli avec chaleur. Le président m'a dit: «Je ne vous ai rien demandé.» Je lui ai répondu, au président: «Monsieur le Président, nous n'avons pas besoin que vous nous le demandiez, mais voilà ce que nous avons fait!» Ça l'a énormément intéressé. Il a confié ça à madame Lagarde qui, à ce moment-là ministre des Finances en France, présidait le groupe du G20 [des] ministres des Finances, dans la préparation du sommet de Cannes, qui allait se produire quelque temps après. Madame Lagarde a organisé une réunion des ministres des Finances du G20 à Nankin, si ma mémoire est bonne, à laquelle j'ai été prié d'assister et de présenter ce travail, puis comme toujours, ce travail a été remis aux experts, aux sherpas, etc. qui ont commencé à mouliner. Nous avons eu un malheur inattendu, c'est qu'au moment même où mûrissaient, où commençaient à mûrir les travaux sur nos propositions, a éclaté la crise de la dette souveraine en Europe qui, évidemment, a amené à repousser – les Américains diraient *on the back burner* – au coin du fourneau tout autre sujet que celui-là.

[Renaud Dehousse] On n'a pas parlé des calendes grecques, ce qui serait particulièrement...

[Michel Camdessus] La formule serait pourtant appropriée. Et donc les choses sont encore presque en l'état. Néanmoins, et comme j'ai écrit beaucoup de rapports dans ma vie, je sais ça d'expérience, les rapports aboutissent très souvent sur des étagères. Derrière moi, il doit y avoir une quantité de rapports de gens très éminents. Les rapports vont sur les étagères, mais pas les idées. Les idées, une fois lancées, circulent et elles connaissent des avatars inattendus. Elles resurgissent lorsqu'on les attend le moins et c'est ce qui est en train, peut-être, de se produire lorsque vous lisez les communiqués du sommet de Cannes, de celui de Los Cabos au Mexique, quand vous lisez le dernier rapport du comité économique et financier du Fonds monétaire international, vous voyez que des points que nous avons soulignés ressortent. On ne cite pas le rapport, mais on reconnaît des phrases, n'est-ce pas, une fois qu'on les a écrites, et je pense qu'avec la sortie de crise, l'urgence du diagnostic que nous avons porté va resurgir d'autant que l'évolution vers un monde multimonétaire s'accroît de jour en jour et que nous voyons les pays émergents, de jour en jour, montrer qu'ils ne peuvent pas s'accommoder d'un monde totalement déterminé, en matière monétaire, par la politique monétaire des États-Unis. La Chine, à cet égard, a évidemment un rôle essentiel. Il a été assez remarquable d'observer que quelques mois avant que nous nous lancions dans nos travaux, le gouverneur de la Banque populaire de Chine a fait, à titre personnel, une conférence extraordinairement travaillée dans laquelle il montre que le monde a besoin d'un instrument crédible de diversification des réserves de change et que pour cela, le droit de tirage spécial – que tout le monde avait plus ou moins oublié – géré par le Fonds monétaire international, serait, à condition d'être dûment réformé et à condition, à mon avis, que le renminbi – la monnaie chinoise – y soit intégré, pourrait à cet égard jouer un rôle important. Cette proposition-là nous ramène d'ailleurs à une tentative qui avait malheureusement échoué en 79-80 de création, au Fonds monétaire, d'un compte de substitution. Mais donc, oui, le rapport du Palais royal, de l'initiative «Palais royal» a été la victime collatérale de la crise de la dette souveraine en Europe, mais il bouge encore.

[Renaud Dehousse] Oui. À votre avis, quels sont les relais, les acteurs politiques qui, demain peut-être, pourraient être les artisans du changement que vous appelez de vos vœux?

[Michel Camdessus] Écoutez, pour qu'une réforme fondamentale du système monétaire international puisse prendre place, il faut un changement – et en vous disant cela, je vous dis que ce n'est peut-être pas pour demain – un changement assez profond dans les analyses et les convictions du monde universitaire à ce propos. Le monde universitaire, dans ce domaine, est encore très dominé par des visions idéologiques, soit néolibérales, soit néo-keynésiennes, qui culminent dans la sphère des idées, mais qui ne semblent pas encore suffisamment animées, me semble-t-il, par le désir commun d'aboutir à une vision commune du monde universitaire à ce sujet. Je crois que la recherche doit encore faire des progrès et partir de l'idée que finalement peut-être le moment approche, où une parole universitaire forte sur ce sujet et non théorique sera nécessaire. Première condition: nous n'en sommes pas là. La seconde condition, elle est de politique économique, elle est politique même,

dirais-je. Il faut – et j’espère que nous n’aurons pas besoin d’une nouvelle crise pour cela – que les dirigeants politiques du monde se rendent compte que nous sommes dans une situation totalement insatisfaisante et qui, même après la sortie de crise actuelle – si elle vient à se confirmer – nous laissera sous la menace d’une crise si nous ne sommes pas capables ensemble d’accepter une discipline commune et les instruments d’une discipline commune. Il faut que toutes les politiques monétaires du monde soient soumises – je dis toutes, pas toutes moins une, mais toutes – soient soumises à une discipline extérieure, à un ancrage monétaire extérieur. C’est ça l’objectif, c’est ça le défi. Vous voyez que c’est un grand défi, mais nous avons 2020 qui arrive et qui va nous obliger, qu’on le veuille ou non, à rouvrir ces dossiers. Je souhaite que ce soit le plus tôt possible.

[Renaud Dehousse] Eh bien, acceptons-en l’augure. Je vous remercie, Monsieur le Gouverneur.

[Michel Camdessus] Merci beaucoup.